

Dans les coulisses de l'Euroland

L'euro ne fait pas le bonheur

Maxime Durand - *Rouge* n°1912, 1er Mars 2001

Le franc va disparaître en février 2002. A l'approche de cette échéance symbolique, nous allons avoir droit à une offensive idéologique de grande ampleur, fondée sur la mise en demeure suivante: ou bien vous êtes pour l'euro, l'Europe, la modernité et le progrès; ou bien vous êtes les défenseurs archaïques du franc, forcément alignés derrière un souverainisme réactionnaire. Pour éviter ce piège, il n'est pas inutile de montrer ce que recouvre, au-delà des manipulations diverses, la mise en place de cette monnaie unique.

La principale critique que l'on peut porter à la construction européenne réellement existante, c'est d'oublier les fondations. La mise en place d'une monnaie a le plus souvent été le point d'aboutissement d'un processus d'unification ou d'une annexion. Dans le cas de l'euro, on commence par la monnaie et l'on remet à plus tard la triple question de l'appareil d'Etat, de l'homogénéisation économique et de la structuration du capital.

C'était la conception d'un Delors, qui cherchait à passer en force: faisons la monnaie et les tensions ainsi créées rendront incontournables la mise en place d'institutions et d'un modèle social européen. Dans ce schéma, la monnaie unique était considérée comme un levier qui propulserait l'unification européenne. Or l'euro a bien servi de levier, mais pour faire basculer l'ensemble des pays européens dans une logique de flexibilité et de fractionnement social.

Ce type de critique que nous portons - depuis longtemps - à la construction européenne ne s'identifie en rien avec la tentation d'une défense du franc comme instrument de la souveraineté nationale. "Les frontières, on s'en fout": ce fier slogan internationaliste implique évidemment l'absence de toute fétichisation des monnaies, qui sont l'un des signes les plus matériels de l'existence de frontières. Il serait tout aussi naïf de se réjouir aveuglément de cette fusion monétaire, non par principe, mais parce qu'elle est bancale.

Le gel des taux de change

D'un point de vue économique général, l'euro institutionnalise le gel des taux de change entre les monnaies européennes. Voilà donc un outil de politique économique que les pays de l'Euroland ont décidé, à jamais, de ne plus utiliser. Le maniement du taux de change servait à ajuster des réalités économiques différentes du point de vue de la conjoncture et de l'inflation. Ce ne sera plus possible aujourd'hui, et cette nouvelle situation est problématique. Imaginons que les taux d'inflation se mettent à diverger, ce qui commence d'ailleurs à être le cas: le seul remède pour les pays à inflation trop forte, face à une perte de compétitivité, sera de freiner leur croissance et on aura donc une tendance générale à s'aligner sur les (gros) pays à faible inflation et croissance médiocre. Pour qu'il en soit autrement, il faudrait supposer que les dynamiques économiques nationales se soient parfaitement unifiées, ce qui n'est évidemment pas le cas.

A l'intérieur d'un pays, objectera-t-on, on peut avoir des différences de croissance et il existe par ailleurs des déficits commerciaux virtuels d'une région à l'autre, et c'est précisément l'existence d'une monnaie unique qui permet cette fluidité. Cette comparaison est pourtant incomplète: ce qui existe aussi dans chaque pays, c'est un budget, et d'autres dispositifs institutionnels qui assurent les nécessaires transferts d'une région à l'autre. Rien de tel en Europe, ou alors à une échelle trop réduite et que l'on cherche à réduire encore (par exemple les fonds structurels), selon une logique bien libérale de désengagement de l'Etat.

L'euro et les salaires

Un des avantages de l'euro, c'est que les consommateurs vont pouvoir comparer les prix, et les travailleurs leurs salaires. Cet argument est un bon exemple des niaiseries dont on va être abreuvé: comme si les frontaliers avaient attendu l'euro pour découvrir qu'il vaut mieux être salarié en Allemagne ou au Luxembourg, et faire ses commissions en France! Mais cette affirmation fait toucher du doigt l'un des vides béants de la construction européenne qui ne comporte aucune règle viable d'évolution des salaires. La seule règle rationnelle et coopérative consisterait à dire que les salaires doivent augmenter comme la productivité du travail. Mais rien n'est fait pour la mettre en place, et l'euro joue ici en faisant du salaire (au sens large) la principale variable d'ajustement. A partir du moment où tout le monde est en concurrence avec tout le monde et que les taux de change sont gelés, cette situation pèse dans le sens d'une pression sur les salaires et d'une captation supplémentaire de gains de productivité par les patrons et les rentiers.

Une banque comme seule institution

La gestion de la monnaie unique revient à la BCE (Banque centrale européenne) qui est en pratique la seule institution européenne chargée de la politique économique. Elle se trouve dès lors confrontée à une double contradiction. La première est celle du taux de change avec le dollar. On sait que l'euro avait été conçu comme une monnaie forte et que, paradoxalement, c'est comme monnaie faible qu'il a vu le jour, après une forte réévaluation du dollar. Depuis, son cours a baissé régulièrement. Or ce taux de change vis-à-vis du dollar est éminemment politique et la BCE a peu de moyens de peser dessus: c'est la suprématie des Etats-Unis qui leur donne des marges de liberté quant au dollar, et c'est une vraie naïveté de penser que les instruments dont dispose la BCE suffiront à gérer cette relation promise aux plus sévères tensions.

La seconde difficulté correspond à une situation plausible où les objectifs de la BCE deviendraient contradictoires. Imaginons par exemple que l'inflation dépasse le seuil fatidique de 2% dans certains pays, et que la croissance se tasse dans les autres pays. Faut-il baisser les taux d'intérêt pour soutenir la croissance ou les monter pour casser l'inflation? Tout porte à penser que le dogme néolibéral poussera la BCE à privilégier la lutte contre l'inflation à la croissance, et donc à l'emploi.

Après l'embellie

Il ne s'agit pas de plans sur la comète. L'Europe a connu au cours de la dernière décennie une croissance très médiocre et une montée du chômage de masse. Ces tristes performances ont évidemment quelque chose à voir avec les politiques d'austérité

menées un peu partout, précisément pour mettre en place l'euro. La reprise récente en Europe ne doit pas être interprétée comme un effet de l'euro, mais au contraire comme un relâchement, non souhaité, des préceptes maastrichtiens: la part des salaires dans le revenu national a cessé de baisser et l'euro faible a dopé les exportations.

On a un peu oublié, pour l'instant, le fameux Pacte de stabilité qui établit la règle du jeu en matière de politique économique. Au prochain retournement conjoncturel, on se retrouvera confronté avec la logique anti-emploi de gestion de l'euro, à savoir une politique drastique de réduction des dépenses publiques, qui ne peut qu'aplatir un peu plus la croissance. Autour de l'euro, il ne faut pas oublier que s'est mise en place une véritable philosophie économique, maintes fois rappelée, par exemple dans les directives et autres "orientations" de la Commission. Il s'agit toujours d'approfondir le double mouvement de privatisation des services publics et de la protection sociale, d'une part, et de "réformes" du marché du travail, de l'autre.

Les contradictions de l'euro sont donc loin d'être réglées. En cas de maintien de la croissance, le partage inégalitaire de la richesse sera de plus en plus difficile à justifier; et en cas de retournement conjoncturel, ce sont les tensions entre bourgeoisies qui ne manqueront pas de réapparaître.

Maxime Durand

Les rigidités néolibérales

L'une des questions les plus épineuses quant à la construction européenne est celle de l'élargissement. De ce point de vue, l'euro contribue à une double délimitation. D'un côté, il laisse des pays en dehors de l'Euroland, à savoir le Royaume-Uni, le Danemark et la Suède, mais aussi la Suisse. La possibilité est ainsi ouverte pour la livre sterling et le franc suisse de jouer le rôle de paradis fiscal et de relayer de l'extérieur les pressions de la finance internationale. La pratique de prêts bancaires indexés sur le franc suisse est déjà en train de s'étendre.

De l'autre côté, l'euro permet de tenir à distance toute une série de candidats à l'entrée dans l'Union européenne, notamment les pays de l'Est. Il leur faut montrer patte blanche et se plier aux exigences néolibérales les plus drastiques. A l'instar de la discipline monétaire exercée dans les pays du tiers monde, cette rigueur conduit à des crises sévères comme celle que traverse en ce moment la Turquie.

La liste des contradictions non résolues par l'euro est donc très longue, mais elles sont autant de prétextes pour durcir encore le discours. L'euro postule ainsi une homogénéité des systèmes de protection sociale et des services publics qui n'existe pas? Qu'à cela ne tienne: on met en place une politique de déréglementation, de privatisation et de réduction des dépenses publiques pour imposer dans toute l'Europe un modèle unique. Des conjonctures différentes peuvent être difficilement coordonnées? On décide alors d'élargir encore les fonctions de la BCE. C'est ce qu'écrit noir sur blanc le rapport Pisani-Ferry sur le plein-emploi: "C'est à la BCE qu'il convient de piloter la demande globale à l'échelle de la zone, et les gouvernements nationaux ne doivent par rapport à cette référence que

procéder à des ajustements à la marge, en fonction de l'écart entre leur situation conjoncturelle et celle de la zone prise dans son ensemble."

M.D.

L'harmonisation en plus

Nous ne nous laisserons donc pas entraîner dans un débat pipé "pour ou contre l'euro" et il s'agit dorénavant d'un débat tactique qui peut recevoir des réponses différentes d'un pays à l'autre. Une chose est sûre: la construction de l'Europe ne saurait se résumer à celle de sa monnaie, qui ne devrait être qu'un outil, un moyen mis au service d'une véritable harmonisation vers le haut. C'est pourquoi la véritable alternative passe par la montée en puissance de revendications articulées au niveau européen. Nous proposons ainsi la mise en place, dans tous les pays, d'un salaire minimum et d'un revenu minimum indexés par exemple sur le PIB par tête. Nous mettons en avant l'idée de droits sociaux européens qui tiennent compte des réalités institutionnelles nationales mais garantissent partout des droits concrets qui ne soient pas réduits à un service minimum. Nous proposons la création d'un impôt unifié européen sur le capital qui permette d'assurer les transferts nécessaires à une harmonisation vers le haut des systèmes sociaux. De telles revendications donnent un contenu à une Europe sociale fantomatique. Elles s'opposeront probablement à la prééminence de la monnaie unique et à ses dogmes, mais ce n'est qu'au nom de ce projet de transformation sociale que l'on pourra valablement remettre en cause les dérives de l'euro.

M.D.